

## **Refaire l'Europe : quels défis ?**

**avec Enrico Letta & Hubert Vedrine**

*Lundi 12 février 2018*

*à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*

### **Enrico Letta**

Enrico Letta a longuement insisté sur le fait que le monde avait changé depuis les débuts de la construction européenne, et qu'il fallait prendre en compte ces changements pour « refaire l'Europe ». Notamment, il faut adresser des clivages qui se font de plus en plus grands :

- **Le clivage générationnel** d'une part (surtout à cause du numérique et des nouvelles technologies)
- **Le clivage territorial** d'autre part.

Ce dernier clivage est particulièrement inquiétant car il affecte directement l'Union européenne. Le Brexit en est un exemple évident : les campagnes et les petites villes ont massivement voté en faveur du retrait du Royaume-Uni, tandis que les grandes villes ont toutes été favorables au maintien dans l'Union.

**Citant David Goughart, Enrico Letta rappelle la distinction entre les « people from somewhere » - les personnes exclusivement attachées à leur territoire d'origine - et les « people from anywhere » - plus mobiles et cosmopolites.**

Ainsi, l'accélération de la mondialisation a engendré des **peurs liées à la perte des identités** non seulement nationales, mais aussi locales (comme en témoignent la recrudescence des mouvements séparatistes dans toute l'Europe).

L'année 2016 a magnifié ces craintes : le Brexit et l'élection de Donald Trump en sont les exemples les plus frappants. **D'ailleurs, les deux slogans - « Take back control » et « Make America great again » - font tous les deux références à un passé idéalisé : c'était mieux avant !** On peut aussi être surpris que ces deux messages aient réussi à percer dans deux pays anglophones et leaders de la mondialisation.

Refaire l'Europe est donc devenue une nécessité. **Avec la mondialisation et l'explosion de la démographie (partout sauf en Europe<sup>1</sup>), les pays d'Europe n'ont d'autres choix que de faire front commun pour exister et continuer à influencer les autres régions du monde et diffuser les valeurs européennes.**

---

<sup>1</sup> En deux générations la population mondiale est passée de 3 à 10 milliards. Les 7 milliards supplémentaires ne sont pas des européens...

**Il faut admettre que les raisons d'être de l'Union européenne ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'il y a 60 ans.** Si l'Europe a commencé avec cette image de Mitterrand et Kohl se tenant main dans la main dans un cimetière où des millions de jeunes français et allemands s'étaient entretués, **aujourd'hui c'est une nouvelle image qu'il faut bâtir.**

La responsabilité des pays d'Europe est la suivante : dans le monde de demain **nous avons la responsabilité de faire en sorte que nos enfants puissent jouir de ce dont nous avons nous-mêmes jouis.**

Le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne est sans doute une excellente opportunité pour faire avancer les choses. Plusieurs des idées qu'il a avancé ont déjà fait leur chemin, comme par exemple les conventions démocratiques, rebaptisées **consultations démocratiques** et qui seront organisées dans une vingtaine d'États membres.

Il faut également comprendre le mécontentement des populations envers « Bruxelles » et la complexité du processus décisionnaire. **Il est urgent de « débruxelliser » l'Union européenne** : l'UE n'a pas vocation à devenir un « super État » dans lequel Bruxelles serait la capitale. L'idée d'une « **Europe multi-capitales** » est essentielle et l'identité européenne ne peut pas se substituer aux identités nationales.

Ce qui fait de l'Europe une construction moderne, c'est justement qu'elle est construite sur et à partir d'identités multiples. **L'Europe est une « Union de minorités »** et c'est ce qui la distingue des autres organisations mondiales.

Lorsqu'un État membre devient plus grand et plus puissant que les autres (ex : l'Allemagne depuis 10 ans), l'Union se retrouve alors en difficulté. Une Europe allemande ne fonctionnera pas et les leaders allemands le savent très bien. **Seule la France peut rééquilibrer le pouvoir de l'Allemagne. L'idée est bien de conserver le caractère hybride et sui generis de cette Union.**

**L'Union européenne souffre d'un déficit démocratique : les citoyens européens ne sont pas toujours sur un même pied d'égalité.** L'élection présidentielle française de 2017 a marqué un tournant dans la construction européenne. Si Marine le Pen avait été élue, tous les citoyens de l'Union en auraient été affectés. Ainsi, il est manifeste que le vote de certains citoyens, qu'Enrico Letta nomme les « **citoyens de ligue 1** », ont plus de poids pour décider de l'avenir de l'Union européenne que d'autres, les « **citoyens de ligue 2** ».

**Il manque à l'Europe un vrai moment européen commun, lors duquel tous peuvent voter pour l'avenir de l'Union européenne.**

## Hubert Védrine

**L'Europe est un mot valise.** Durant plusieurs décennies, l'Union européenne a été conçue par de petits groupes, jamais par les peuples. Ces groupes ont négocié des accords successifs qui ont conduit à la construction européenne telle qu'on la connaît aujourd'hui. Puis, il a fallu prendre en compte l'opinion des peuples (à partir des années 90).

C'est à ce moment-là que les choses se sont compliquées. **L'Union européenne traverse une crise globale : on ne sait plus quelle Europe peut répondre aux besoins des européens,** surtout dans le contexte actuel de la mondialisation et du compte à rebours démographique et écologique.

Les opinions publiques en Europe sont déterminantes à chaque instant. Une erreur souvent commise est de mettre dans un même panier les anti-européens et les eurosceptiques. Or, pour bien comprendre l'étendue du problème, il faut impérativement établir une distinction. **Les anti-européens sont aujourd'hui partout en Europe et, quoi que l'on fasse, ils ne changeront pas d'avis sur l'Europe.** Les pro-européens (du centre gauche et droit) sont minoritaires presque partout. En revanche les autres, **les eurosceptiques, peuvent encore changer de camp** : ce sont des gens devenus simplement sceptiques, qui ont été déçus par l'évolution de la construction européenne mais qui ne sont pas contre son principe.

**Le populisme est devenu l'instrument de mesure de l'échec des élites.**

**La vraie menace pour l'Europe est interne : les peuples ont décroché et il est urgent de les récupérer, de faire en sorte que l'UE ne soit plus perçue comme un processus conçu par et au service des élites.**

Les pro-européens idéalistes ont trop longtemps méprisés les opinions divergentes, celles qui contestaient l'Europe supranationale et fédérale. **Les mots « souveraineté », « identité », « sécurité », ont été considérés comme des injures quasi fascistes.** Résultat : l'explosion des opinions eurosceptiques et anti-européennes et l'élargissement du fossé entre les élites et les peuples.

**Aujourd'hui, il est urgent d'apporter une réponse raisonnable à ces demandes.**

Il faut revenir aux questions fondamentales : comment s'exerce la souveraineté en commun ? Quel contenu peut ou doit avoir la souveraineté européenne ? **On en revient toujours à la question de la subsidiarité.**

La subsidiarité est totalement absente des débats actuels et personne n'envisage de la revoir. **Aucun gouvernement n'a repris les propos de Jean-Claude Juncker et Frans Timmermans, président et vice-président de la Commission européenne, qui ont été les seuls à en parler (paradoxe !).**

Il faut décharger la Commission qui, avec la complicité de la Cour de justice, a été bien au-delà de ses compétences !

Pour que l'Europe ne s'apparente plus à un rouleau compresseur, Hubert Védrine propose de faire **« une pause » dans la construction européenne, le temps d'organiser une grande « conférence de la refondation »** dont les objectifs stratégiques auront été identifiés en amont. Parmi eux, la subsidiarité et l'attribution des compétences.

Ce moment est un moment de **pédagogie démocratique** : il consiste à dire aux européens qu'on va s'arrêter un instant pour (enfin) les écouter.

Concrètement, il faut **répondre à la demande des européens de maîtrise des flux migratoires**. Là, la Commission peut avoir un rôle important à jouer. Mais pour cela il faut redéfinir la subsidiarité. Sur ce sujet comme tant d'autres, les européens de l'Ouest n'arriveront pas à imposer leurs conceptions (multi-culturalistes) aux européens de l'Est. La menace de l'exclusion ne marchera pas. Il faut trouver un compromis.

Le problème de la Commission est qu'elle s'est souvent arc-boutée contre l'intergouvernementalisme. **Cessons d'opposer les méthodes intergouvernementale et communautaire !** La subsidiarité exige qu'on choisisse la meilleure méthode possible en fonction de la situation. Il faut une coopération intergouvernementale efficace et un système communautaire qui fonctionne.

Par ailleurs, **Hubert Védrine n'est pas séduit par l'idée de noyau dur européen, qu'il considère être un « mythe inutile qui fait perdre du temps »**. En effet, il n'existe aucune puissance supérieure capable de décider des États à inclure et exclure. La zone euro ne constitue pas non plus un noyau dur. De toute façon, ce n'est même pas nécessaire car les traités prévoient la possibilité de coopérations renforcées entre États volontaires et dans des domaines précis. Or, ce mécanisme n'a pratiquement jamais été utilisé...

**Il faut encourager une Europe des projets ou par projets, et des coopérations à géométrie variable.**

## **Jean-Louis Bourlanges**

Intuitivement, les européens ont le sentiment que si l'Union européenne ne fonctionne pas, c'est parce qu'elle est abstraite. Or, en réalité, si elle ne marche pas comme on le souhaiterait, c'est d'abord en raison de ses défaillances institutionnelles.

En revanche, la zone euro est un contre-exemple. **Si l'Europe n'a pas de compétence pour s'occuper des « choses importantes », la zone euro en a : c'est la compétence monétaire.**

La Banque centrale européenne s'apparente à une institution fédérale, avec un leader, Mario Draghi, capable de prendre des responsabilités.

**Donnez à l'Union européenne des compétences, des institutions et des responsabilités, et vous aurez une Europe qui marche.**